

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 15 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DESCAMPS SA - DÉPARTEMENT JALLA**

rue du 11 novembre  
42630 Régný

Références : UID4243-DSSP-024-0073  
Code AIOT : 0006103372

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 février 2024 dans l'établissement DESCAMPS SA – DÉPARTEMENT JALLA implanté rue du 11 novembre 42630 Régný. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif de vérifier les travaux de mise en sécurité du site qui consistaient en l'évacuation des déchets (boues de station d'épuration ainsi qu'équipement (chaudière, cuve d'hydrocarbures, transformateurs)).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DESCAMPS SA – DÉPARTEMENT JALLA
- rue du 11 novembre 42630 Régný
- Code AIOT : 0006103372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site était dédié à la fabrication de textiles depuis plus d'un siècle, dont le linge de toilette en tissus éponge, a vu son activité décliner depuis les années 2000 jusqu'à sa cessation d'activité déclarée en 2013.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	gestion des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1	Sans objet
2	fin des travaux	AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que les travaux de mise en sécurité sont presque achevés : il reste une vingtaine de m<sup>3</sup> de boues retirées des bassins de l'ancienne station d'épuration et stockées dans un bâtiment du site, des sondages de sols au droit des équipements susceptibles d'avoir pollué restent à réaliser mais l'essentiel des travaux sont achevés. Il est donc proposé de lever la mise en demeure en vigueur sur ce sujet sur ce site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Descamps est mise en demeure de respecter, sous un délai de 4 mois, les prescriptions de l'article R512-39-1 du Code de l'environnement :</p> <p>R512-39-1 :</p> <p>Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que les boues de la station de traitement avaient quasiment été toutes évacuées. Il restait une vingtaine de m<sup>3</sup> de boues mélangées à de la sciure stockée à l'abri dans un bâtiment.</p> <p>Cette évacuation s'effectue par le percement de la dalle du bâtiment. Une pelle mécanique a été descendue directement dans les bassins de l'ancienne station de traitement.</p> <p>Ces boues, une fois excavées sont déposées sur une dalle du même bâtiment et mélangées à de la sciure de bois pour atteindre la siccité nécessaire au transport.</p>

<p><b>Lors de l'inspection de décembre 2023, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de la caractérisation des boues et de justifier du caractère dangereux ou non de celles-ci.</b> L'exploitant a indiqué s'être basé sur la caractérisation des boues réalisée lors des différentes étapes du diagnostic et ne pas avoir réalisé de nouvelles caractérisations. Il est attendu dans le rapport de fin de travaux de joindre les bordereaux de suivi de déchets de ces boues.</p> <p>Lors de la précédente visite de terrain, il a été constaté que les boues dans les bassins de traitement étaient recouvertes de sables mais que leur couleur noire était bien visible et que certains bords de fouilles semblaient encore contenir des boues.</p> <p><b>Lors de la visite de terrain, l'exploitant a indiqué avoir évacué un volume de boues supérieur au volume estimé et récolé les bords et fonds de fouille par rapport aux objectifs de réhabilitation. Seuls quelques points montraient des dépassements. L'exploitant a indiqué que ces points correspondaient à des limites techniques (proximité fondation du bâtiment).</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que des équipements, ancienne cuve de stockage d'hydrocarbure et équipements liés à l'exploitation de la chaufferie étaient toujours présents sur site et que leur inertage ou leur enlèvement faisait également partie des travaux de mise en sécurité.</p> <p><b>Lors de la visite terrain, il a été constaté que ces équipements ont été enlevés ainsi que les transformateurs du site. Il reste à réaliser des sondages au droit de ces différents équipements afin de s'assurer de l'absence de pollution.</b></p> <p><b>En revanche, il a été constaté que de nombreux déchets non dangereux étaient encore présents sur le site. Ces déchets appartenant à Descamps ou au brocanteur (chargé d'occuper le site pour des raisons de sécurité) sont à évacuer.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu que l'exploitant fournisse un rapport de fin de travaux présentant le suivi des déchets et le résultat des sondages des sols réalisés sous un délai de 2 mois.</p> <p>Par ailleurs, il est attendu l'évacuation des déchets encore présents sur le site sous un délai de deux mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : fin des travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Descamps est mise en demeure de respecter sous un délai de 4 mois, les prescriptions de l'arrêté du 5 septembre 2018 susvisé relatif à la cessation d'activité du site (surveillance des eaux souterraines, identification de l'impact et mesure de gestion).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté que la société Descamps a réalisé les travaux prescrits. La mise en demeure est donc respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>